

---

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

(Juin 2000 - Mai 2001)

---

De: Mangoné NIANG, Directeur a.i.

Date: 12 Juin 2001

Nbre de pages: 6 (six)

---

Développement :

- Introduction
  - I. Situation financière et administrative
  - II. Coopération
  - III. Publications
  - IV. Missions
  - V. Réunions
  - VI. Observations finales
- 

1

## INTRODUCTION

Le présent rapport se propose de rendre compte des actions et activités qui ont été conduites au Bureau OUA Niamey durant l'exercice Juin 2000- Mai 2001 . Comme celles-ci s'inscrivent dans une continuité qui va au-delà des habituels paliers budgétaires (même si le découpage annuel est porteur d'une exigence dans le contrôle financier et d'une cohérence programmatique), il va sans dire que la lisibilité de ce rapport ne peut devenir complète que si, sur certains détails, on revient sur des indications faites dans le rapport de l'exercice précédent. Afin de rendre moins fastidieux les renvois, il nous arrivera donc de rappeler, si le besoin se fait sentir et de façon cursive, la relation à laquelle s'attache telle ou telle activité. Ainsi, les deux contraintes de nos actions demeurent, comme par le passé (cf. Rapport d'Activités, Mars 1998-Mai 1999) d'une part l'exigence de la restructuration et, d'autre part, l'adoption des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC).

## I. SITUATION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE

### Budget

Le budget alloué au Bureau pour cet exercice est de 310.820,00 US \$.

## Ressources extra-budgétaires

On peut estimer que, durant cet exercice 2000-2001, le Bureau a pu bénéficier de la part de nos différents partenaires soit directement (en envoyant la subvention dans le compte bancaire du Bureau, à charge pour nous de leur transmettre, après utilisation de celle-ci, les factures et le rapport technique et financier) soit indirectement (auquel cas nos partenaires se chargent de régler eux-mêmes tous les frais qu'occasionnent les réunions, les missions ou l'achat de matériel) d'une subvention de près d'une centaine de millions de francs CFA. En provenance de :

### - L'Agence Intergouvernementale de la Francophonie :

2

Le Bureau a reçu une subvention directe de FF : 171.000 (CFA : 17.100.000). La première tranche de FF : 153.900 (CFA : 15.390.000) a été déjà versée et nous attendons la deuxième tranche de FF : 17.100 (CFA : 1.710.000). Il va de soi que les frais bancaires ont été déduits de ces sommes globales.

Subvention indirecte de la réunion du Comité d'Orientation du Réseau International des Langues Africaines et Créoles dans nos locaux avec des spécialistes africains, européens et canadiens (Niamey : 14-16 Décembre 2000).

### - La Coopération Suisse au Développement :

Subvention indirecte de deux grandes rencontres, l'une à Yaoundé, l'autre à Niamey (cf. « Coopération », page 4 ).

### - Intermedia Consultants S.A. :

Subvention indirecte de missions pour le Directeur par intérim, de stage en Europe pour un membre du personnel et d'achat d'équipement pour le Bureau (cf. « Coopération », page 4).

## Personnel

Tous les membres du personnel ont formulé des demandes en vue de bénéficier, au 30 Juin 2001, du programme de départ volontaire.

## II. COOPERATION

Les institutions suivantes ont soutenu, soit par des missions soit par des appuis aux programmes ou à l'équipement informatique, le Bureau :

**UNESCO** : Les versions en langues africaines (Phase 1 : Kiswahili et Hausa) de l'Histoire Générale de l'Afrique sont maintenant achevées. La version en Kiswahili, coordonnée par l'Institut de Recherche en Kiswahili de l'Université de Dar-Es-Salam (Tanzanie), est entièrement terminée. La version Hausa, coordonnée par la Danfodiyo University (Nigeria) et notre Bureau, est aussi presque finie (les deux derniers volumes sont actuellement en impression au Nigeria). La version Fulfulde (non comprise dans le programme initial, qui n'avait retenu que le Kiswahili et le Hausa) rencontre des difficultés sur le plan financier. Concernant la Phase II (dans les autres langues africaines de communication régionale) pour laquelle le Bureau a financé une partie de l'évaluation (Institute of Kiswahili Research, Tanzanie ; CERDOTOLA, Yaoundé ; Danfodiyo University, Nigeria), elle attend d'être réalisée. Les problèmes techniques et méthodologiques sont déjà réglés ; il reste à trouver les moyens financiers pour la mettre en œuvre. Il faut noter que des liens traditionnels existent depuis plus d'une trentaine d'années entre l'UNESCO et le Bureau OUA Niamey (l'UNESCO a contribué à la création du Bureau OUA Niamey et a assuré son financement, dès le début et pendant plusieurs années, avec mission d'en faire un relais pour la rédaction d'une Histoire Générale de l'Afrique).

**AGENCE INTERGOUVERNEMENTALE DE LA FRANCOPHONIE (AIF)** : Notre coopération avec l'AIF s'est accentuée depuis la création au sein de celle-ci de la « Direction des Langues et de l'Écrit » (que dirige, avec compétence et un esprit panafricaniste,..., comme on devrait dire aujourd'hui, unioniste, le Pr I. Ndaywel E Nziem, de la République du Congo-Démocratique). Entre le Bureau OUA Niamey et l'AIF, il existe de solides liens qui remontent à près de deux décennies. Cette coopération, fondée sur la promotion des langues et des cultures africaines, a permis au Bureau de restaurer son image, d'améliorer ses outils de travail et de réajuster ses activités à travers les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). L'AIF a enfin, accordé au Bureau une importante subvention pour qu'il se dote de nouveaux outils informatiques (« Ressources extra-budgétaires », page 2).

**COOPERATION SUISSE AU DEVELOPPEMENT** : Elle a pu financer des missions et des participations à des ateliers pour le Directeur par intérim du Bureau. Elle a également entièrement financé un important séminaire de formation sur « Genre et Communication », tenu dans les locaux du Bureau, de l'Association des Professionnelles Africaines de la Communication (APAC, dont le siège est à Ouagadougou). Ce séminaire a réuni près d'une trentaine de femmes de tous les pays de l'Afrique de l'Ouest, exerçant dans les métiers de la Communication (Niamey : 14-23 Novembre 2000). Les documents issus des travaux ont été, à la fin du séminaire, envoyés au siège.

**INTERMEDIA CONSULTANTS** : Il a pu contribuer à améliorer les outils de travail du Bureau en lui donnant une station de gravage numérique et un lot important de CD vierges.

4

Cette structure de consultance a, avec la Coopération Suisse au Développement, financé entièrement la réunion de Yaoundé (11-15 Septembre 2000) sur l'archivage et l'indexation des traditions orales.

### III. PUBLICATIONS

Le Bureau de Niamey a pu, durant cet exercice, publier un ouvrage important sur l'intégration culturelle comme base de l'intégration politique et économique : Peuplement et Migrations, actes du 1<sup>er</sup> colloque international, Parakou : 26-29 Sept. 1995. Cet ouvrage a été envoyé au siège et largement diffusé auprès d'un grand nombre de pays africains. Le manuscrit dormait dans nos fonds documentaires depuis plusieurs années.

D'un autre côté, on a pu récemment procéder aux dernières corrections du manuscrit, traduit du (et transcrit en) malinké, de la fameuse Charte de Kurukan Fuga (document, issu du 13<sup>e</sup> siècle, portant sur l'organisation de la cité et la tolérance). En dépit des difficultés techniques que pose la mise en écriture de ce vieux texte oral, nous espérons pouvoir prochainement le publier aux Editions Ganndal de Conakry. A rappeler qu'une version modernisée est déjà disponible dans notre site, toujours en construction.

Les fonds documentaires restent toujours importants. Certes, la plupart de ces textes ont vieilli et doivent être réactualisés. Un inventaire de ce fonds de manuscrits a déjà été établi.

La seconde partie de ces fonds documentaires existe sous forme de journaux, ouvrages, rapports de réunion, etc. L'inexistence d'un poste de

documentaliste au Bureau fait que ces divers documents ne sont pas encore tous systématisés. Néanmoins, nous en avons établi un état non exhaustif.

#### **IV. MISSIONS**

Des missions ont été effectuées au Bénin, en Guinée par les membres du personnel du Bureau.

Mr. Aboubacar Mahamane a pu bénéficier d'un stage sur les NTIC, financé entièrement par nos partenaires, en France et en Suisse.

Une mission financée par Intermedia Consultants et la Coopération Suisse (Séminaire d'évaluation de projets, Joal (Sénégal) : 26 Janvier – 8 Février 2001) n'a pu être faite par le Directeur a.i. en raison du passage à Niamey d'une mission chargée de la restructuration.

#### **V. REUNIONS**

Grâce au soutien de nos partenaires, il a été possible d'organiser, au cours de cet exercice, trois importantes réunions :

- Archivage et indexation des traditions orales (Yaoundé : 11-15 Septembre 2000) ;
- Genre et Communication (Niamey : 14-23 Novembre 2000) ;
- Comité d'Orientation du Réseau International des Langues Africaines et Créoles (Niamey : 14-16 Décembre 2000).

A noter que le niveau du budget alloué par le Siège ou la suppression pure et simple de la rubrique correspondante ne permet plus d'organiser la moindre concertation.

#### **VI. OBSERVATIONS FINALES**

a). L'OUA devrait soutenir, par des moyens substantiels, la Phase II de la traduction de l'Histoire Générale de l'Afrique dans les langues africaines. La Phase I a permis de dégager des outils méthodologiques pertinents qui capitalisent déjà une somme appréciable d'expériences.

Celles-ci ne doivent pas se perdre. Il suffit à l'OUA de choisir chaque année un certain nombre de pays africains (entre quatre et six pays) et de leur accorder une subvention globale comme appui à ce travail pour rendre effective, en moins de trois ans, cette traduction dans les différentes langues africaines. Il importe au préalable de choisir les structures de traduction parmi les ONG africaines qui effectuent un tel travail (elles sont toutes animées par des universitaires et des hommes de culture expérimentés) ; les inciter à chercher ailleurs le financement total (l'OUA n'apportant qu'un appui portant, par exemple, sur le tiers de la somme totale) ; éviter surtout les écueils d'une logistique lourde (comme cela a été le cas avec la Phase I) ; etc. Il faut noter que ces traductions sont très importantes car elles règlent du même coup pas mal de problèmes linguistiques tout en rendant possible par la suite l'élaboration de manuels didactiques destinés à l'enseignement ou à l'alphabétisation en langues nationales.

6

b). Le Bureau de Niamey a ouvert la voie de la modernisation des langues africaines et de la préservation des traditions orales à travers les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). Ce chemin est lourd de promesses. La méthodologie et les éléments sont déjà disponibles pour toutes les applications possibles.

c). Il n'a pas été facile de travailler, au cours de cette année, au Bureau de Niamey. Non seulement les rumeurs d'une fermeture éventuelle du Bureau ont empêché la coopération avec nos partenaires de se déployer comme elle devrait l'être mais cette situation a profondément déstabilisé le personnel dans le cadre de ses prestations professionnelles. Il est regrettable qu'on n'ait pas tenu compte de ce facteur psychologique.

---

**AFRICAN UNION UNION AFRICAINE**

**African Union Common Repository**

**<http://archives.au.int>**

---

Specialized Technical and representational Agencies

Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par Tradition Orales (CELHTO-OUA)

---

2001-06-12

# Rapport d'activités (Juin 2000-Mai 2001)

CELHTO-OUA

CELHTO-OUA

---

<https://archives.au.int/handle/123456789/6943>

*Downloaded from African Union Common Repository*